

Texte de positionnement
Action « Tapis Rouge » du 19 novembre en défense au Monde Associatif

A l'initiative d' ASSOS EN LUTTE

Partout, le monde associatif est attaqué. Dans la jeunesse, la culture, la solidarité internationale, l'éducation permanente, la cohésion sociale, l'accueil des personnes migrantes, l'aide alimentaire, le logement, la santé communautaire… aucun secteur associatif n'est épargné.

Coupes budgétaires, non-indexation des subventions, réformes APE/ACS qui fragilisent l'emploi, généralisation des appels à projets qui précarisent nos structures et nous mettent en concurrence les unes contre les autres, subventions conditionnées aux priorités du ministre du moment, et propositions de loi liberticides et répressives, comme la « loi Quintin », qui permettrait d'interdire les activités d'organisations par simple décision administrative, sans passer d'abord par un juge.

Pour ne citer que quelques exemples, à Bruxelles, le gouvernement Dilliès s'en prend directement à IEB et au Bral pour avoir simplement joué leur rôle de contre-pouvoir démocratique. En Flandre, le gouvernement a purement et simplement supprimé les subsides de Labo et de HOTM, et réduit de plus de moitié ceux de Vrede, de Vredesactie et de Climaxi, au prétexte de ne pas s'être « clairement démarquées » de certains acteurs engagés. Une même mécanique politico-idéologique vise, secteur après secteur, à fragiliser nos associations et à affaiblir nos espaces de solidarité et d'expression politique pour imposer des politiques d'austérité et de recul démocratique. Or **subventionner, ce n'est pas museler : financer les voix critiques, c'est renforcer la démocratie.**

Derrière chaque ligne budgétaire coupée, il y a des jeunes, des personnes exilées, des familles précarisées, des habitant.e.s de quartier qui perdent, avec chaque coupe, un accompagnement, une écoute, un espace de solidarité. **Couper dans les associations, ce n'est pas faire des économies, c'est abandonner la population.**

Et pourtant, l'argent existe : chaque année, la Belgique biberonne les entreprises privées lucratives à hauteur de près de 54 milliards d'euros d'aides publiques, c'est-à-dire plus que l'ensemble des dépenses de santé et trois fois l'effort d'austérité réclamé par la Commission européenne, sans aucune condition de retour social.

Face à cela, la dispersion nous affaiblit. Chacun.e, dans son secteur, dans sa structure, encaisse seul.e. Beaucoup se taisent, par prudence, par peur de perdre un subside ou de se retrouver exposé.e.s. Ce silence est compréhensible, mais il est dangereux : chaque association qui se tait laisse la suivante un peu plus esseulée face aux coupes et aux tentatives de muselage.

Il est temps de rendre visible ce qui est là : nous sommes des milliers à faire vivre le monde associatif, et des milliers à refuser qu'on le démantèle !

En défense du Monde Associatif, rendez-vous toutes et tous le 19 novembre !

C'est pourquoi nous nous réunirons le jeudi 19 novembre, de 12h à 14h, au Mont des Arts à Bruxelles pour rappeler haut et fort que : **le monde associatif est essentiel !** Nous y célébrerons son travail quotidien dans toute sa diversité, et nous dénoncerons les coupes budgétaires et les (ré)pressions que nous subissons. Des associations de différents secteurs y seront mises à l'honneur : par-delà nos secteurs, nous voulons créer des solidarités et parler d'une seule voix face aux attaques austéritaires et autoritaires. Cette action n'est qu'une étape dans la défense du monde associatif qui doit continuer à être portée par toutes ses composantes.

Ce que nous dénonçons

Nous dénonçons le mensonge des « économies ». Ces coupes n'assainissent rien. Chaque subside supprimé se paie par des jeunes sans accompagnement, des personnes exilées sans accueil, des familles sans soutien, des quartiers sans lieu de rencontre. Ce coût ne disparaît pas : il est reporté sur les plus fragiles, pendant que les plus riches sont épargné.e.s.

Nous dénonçons la transformation des associations en sous-traitants. La généralisation des appels à projets ne fait pas que précariser nos équipes et nous mettre en concurrence. Elle nous fait passer du statut de partenaires à celui de prestataires, exécutant des missions définies par d'autres, sous contrôle, et sommé.e.s de se taire sur les politiques qu'on nous demande d'appliquer.

Nous dénonçons la mise au pas au nom de la « neutralité ». On voudrait que les associations financées par de l'argent public se taisent, comme si recevoir un subside obligeait à la loyauté envers celles et ceux qui le versent. C'est faux : une association subventionnée doit rester libre de ses opinions et de ses critiques.

Ce que nous demandons

Nous demandons aux différents gouvernements, fédéral et des entités fédérées, et aux ministres de tutelle ayant dans leurs compétences des matières en lien avec le monde associatif, de s'engager dès maintenant à :

- **mettre en place des financements structurels, indexés et pérennes pour les associations**, contre la logique dominante actuelle des appels à projets qui nous mettent en concurrence ;
- **défendre et respecter l'indépendance politique des associations** et leur droit à la critique et à l'expression politique.

Le secteur associatif ne survivra pas à la somme de nos prudences individuelles. Ce qui nous protège, ce n'est pas de rester chacun.e dans son coin : c'est de faire cause commune, et de l'exprimer publiquement !

Notre force, c'est notre SOLIDARITÉ !

POUR UNE DÉMOCRATIE VIVANTE !
DES ASSOCIATIONS FORTES ET INDÉPENDANTES !

Associations en Lutte et les organisations soutenant l'action : IEB, GRESEA, ITECO, MJFaceB, CGé, MQ la WAQ, Quinoa, Réseau Habitat, la Ligue des droits humains, le CBCS, le Forum - Bruxelles contre les inégalités, Canopea, le Réseau IDée, la FESEFA, C-paje, La Rue, ZIN TV, Fermeture Définitive, SORALIA, FdSS, Febul,…

Infos & Contact : info@associationsenlutte.be | @associations_en_lutte